

# Communiqué de la Commission plénière du CNU

Paris, le 19 juin 2025

**Mobilisation de de la commission permanente du Conseil National des Universités  
contre un calendrier de gestion 2025-2026 intenable**



Les membres de la commission permanente du Conseil National des Universités (CP-CNU), réunis ce mercredi 18 juin en assemblée plénière, se sont symboliquement rassemblés devant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Ils protestent contre des calendriers de gestion qui, depuis l'année 2024-2025, font abstraction des réalités de terrain que les membres du CNU partagent avec l'ensemble des enseignantes-chercheuses à l'échelle nationale.

Alors qu'il avait été dit que le calendrier infernal de 2024-2025 était exceptionnel, le calendrier fixé pour l'année 2025-2026 aggrave la situation. Ainsi, en deux ans, la période d'examen des dossiers de qualifications est passée de 14 à 7 semaines, alors même que le nombre de dossiers à traiter a augmenté de plus de 10%. Ce calendrier soumet les sections à des organisations et des échéances incompatibles avec une évaluation sérieuse, objective, et respectueuse des candidates. Il constitue une entrave directe à l'exercice normal de leurs missions.



CP-  
CNU

Commission permanente du  
Conseil National des Universités



CNU

Conseil National des Universités

S'il était maintenu, ce calendrier acterait le décalage entre le discours, qui défend une évaluation de l'enseignement supérieur exigeante, et la réalité. Il alimenterait le sentiment de rejet au sein d'une communauté particulièrement investie dans les missions de formation, de recherche, et de service à la collectivité qu'elle a jusqu'à présent assurées.

À l'heure où l'évaluation est au cœur des débats dans l'enseignement supérieur, les membres de la commission permanente du CNU exigent une modification du calendrier, pour garantir une évaluation de qualité, au service des candidates.